

santé de nombreux pays en utilisant une idéologie de santé publique axée sur les affaires et la technologie. Bien qu'elle se présente comme un «cadre de collaboration» et non comme une «instance décisionnaire», le fait que des organismes ayant des intérêts financiers la préside a de quoi questionner.

## Aucune preuve formelle d'efficacité ?

Pour l'épidémiologiste spécialiste des vaccins Michel de Lorgetil : « Ces essais sont mal faits. On ne peut rien faire avec ça. Tout ce qu'on peut dire concernant le rapport bénéfice risque c'est qu'on n'a pas d'évidence ferme d'une efficacité significative, et qu'apparemment les vaccins Pfizer et Moderna ne sont pas très toxiques à court terme (suite à la première injection) et que cela reste à confirmer sur le terrain pour le vaccin Moderna, mais c'est tout. » Pour ce docteur en médecine chercheur au CNRS et auteur de huit livres sur les vaccins (dont un à paraître en avril sur les vaccins anti-Covid), ces problèmes de méthodologie font que « l'incertitude demeure : on ne peut pas avoir la preuve formelle aujourd'hui de l'efficacité de ces vaccins ».

D'autres spécialistes pointent du doigt les inévitables écueils d'une recherche médicale précipitée. Hervé Maisonneuve, conseiller en rédaction scientifique et relecteur pour des revues prestigieuses comme le *Jama* ou le *British Medical Journal* a publié, en décembre dernier, une étude particulièrement intéressante au titre évocateur : « Pandémie à Sars-CoV-2 : éthique et intégrité oubliées devant la précipitation pour publier ». Comme il l'explique, durant la pandémie, les revues scientifiques n'ont pas été particulièrement exemplaires : « Des manipulations des publications ont été observées et certaines règles visant à renforcer la qualité des études n'ont pas toujours été suivies ». D'autres études du même genre montrent que « la qualité des publications sur le Covid-19 laisse à désirer » et que « 81 % des articles originaux avaient un risque de biais moyen à élevé ».

## Autoritarisme infondé

Le 21 décembre dernier, le Premier ministre Jean Castex présente, via une procédure accélérée à l'Assemblée nationale, un texte qui prévoit de lui accorder la possibilité de « [subordonner] les déplacements des personnes, leur accès

## Un consentement réellement éclairé ?

La Suède et le Danemark vont lancer un dispositif de passeport vaccinal d'ici quelques mois. L'Espagne, elle, a indiqué vouloir tenir un registre des personnes non vaccinées. L'OMS a beau clamer haut et fort qu'elle n'est pas favorable à ces mesures pour la simple et bonne raison que nous ne savons pas encore si les vaccins réduisent la transmission du virus, des organismes comme la Commission européenne persistent à se dire favorables à des mesures qui pourrait donner « priorité ou accès à certains biens ».

Comme un refrain de plus en plus entêtant, l'idée d'instaurer des contraintes aux non-vaccinés continue de se diffuser. Las, les citoyens semblent se montrer de plus en plus favorables à ce type de mesures. Tout ceci pose une question éthique : les futurs vaccinés auront-ils réellement consenti à l'acte médical, ou juste cédé à la pression sociale croissante ?

aux moyens de transport ou à certains lieux, ainsi que l'exercice de certaines activités [à] la présentation des résultats d'un test de dépistage [ou] à l'administration d'un vaccin, ou d'un traitement curatif. » Saisi à ce propos, le Conseil d'État reconnaissait que « sans être par elle-même assimilable à une obligation de soins, une telle mesure peut, si notamment elle conditionne la possibilité de sortir de son domicile, avoir des effets équivalents ».

Au-delà de ces considérations, c'est le manque de logique de la mesure qui pose problème. En effet, les vaccins actuellement disponibles ont pour vocation d'éviter le développement d'une forme grave, mais n'empêchent a priori en rien la transmission du virus. On voit donc mal comment la mise à l'écart des non vaccinés pourrait diminuer le nombre de contaminations dans l'Hexagone.

## Comment « consentir » sans preuves ?

Pour le simple citoyen, dès qu'il est question de sujets de santé complexes et techniques, il n'y a souvent pas d'autre choix que de s'en remettre à l'expertise médicale c'est-à-dire, d'une certaine manière, de déléguer son consentement éclairé. Mais durant cette crise du Covid, les médecins eux-mêmes n'ont pas de certitudes. Au lieu de faire l'objet d'un véritable débat démocratique, ces questionnements sont régulièrement balayés d'un revers de main paternaliste. Comme si, sous couvert d'urgence, nous pouvions faire fi de certaines évidences irréfutables :

- Oui, nous n'avons que quelques mois de recul sur les effets indésirables de ces nouveaux vaccins.

- Oui, pour évaluer ces vaccins nous disposons quasi exclusivement de preuves scientifiques apportées par des industriels qui ont un fort intérêt commercial et dont certains ont déjà fait preuve de malhonnêteté, voire de fraude avérée par le passé.

- Non, les données des essais ne font pas l'objet de publications complètes et transparentes de leurs données brutes, qui permettraient une évaluation indépendante et externe par d'autres scientifiques. Cette façon de minimiser les risques et les incertitudes liés aux vaccins anti-Covid a d'ailleurs fait sortir de leurs réserves habituelles certains observateurs de haut vol. Ainsi, à la question : « Les docteurs doivent-ils recommander des traitements et des vaccins quand les données brutes des études ne sont pas rendues publiques ? » Le professeur Peter Doshi, rédacteur en chef adjoint du célèbre *British Medical Journal* répond clairement : « non ». Pour lui, si les médecins veulent conserver la confiance du public, ils devraient cesser « d'affirmer » que les vaccins anti-Covid-19 sont « fondés sur la science » et reconnaître que « le secret des données entraîne une prise de risques que l'on ne peut se permettre ».

Enfin, sur les réseaux sociaux, dans les médias généralistes et dans les résultats des moteurs de recherche une certaine forme de censure de tout propos critique au sujet du vaccin anti-Covid-19 est actuellement appliquée. Un bâillonnement des voix dissidentes que certains scientifiques dénoncent en rappelant que nous ne devrions pas craindre le débat public qui fait au contraire progresser la science et conduit à des décisions qui nous profitent à tous. ●

Sabrina Debusquat